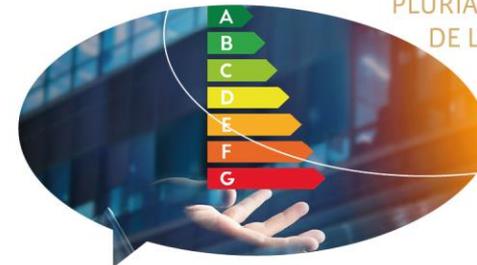


Réunion de clôture

29 juin 2018

Conseil économique, social et environnemental



Introduction

- **M. BERNASCONI**, Président du CESE
- **Mme JOUANNO**, Présidente de la CNDP
- **Mme Ducroux**, Présidente de la section de l'environnement (CESE) et **M. Duval**, rapporteur de l'avis du CESE sur la mise en œuvre de la LTECV

Observations de la CPDP

- **M. Roudier** : objectifs et méthodologie
- **Mme Jarry et M. Hélas** : déroulement du débat
- **M. De Saint-Pulgent, M. Augagneur et Mme Abbed** : questionnaire et G 400 Energie
- **M. Archimbaud**, Président de la CPDP : premières observations

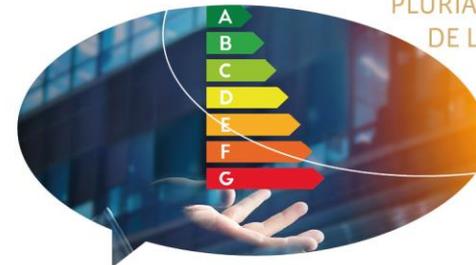
Echanges avec les participants à la réunion de clôture

Intervention de **M. HULOT**, Ministre d'Etat, Ministre de la transition écologique et solidaire



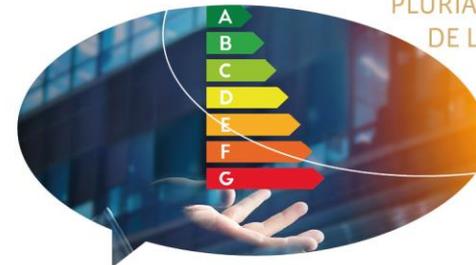
M. Patrick BERNASCONI

Président du Conseil économique, social et environnemental



Mme Chantal JOUANNO

Présidente de la Commission nationale du débat public



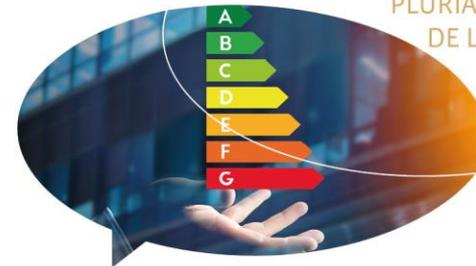
Mme Anne-Marie DUCROUX

Présidente de la section de l'environnement (CESE)

et

M. Guillaume DUVAL

Rapporteur de l'avis du CESE sur la mise en œuvre de la LTECV



M. Jacques ROUDIER

Commission particulière du débat public sur la PPE

Contexte, objectifs et méthodologie du débat

Contexte, objectifs et méthodologie du débat

Un débat sur un programme et non sur un projet

. Degré de généralité plus grand et périmètre géographique plus vaste.

Un débat sur une révision

. Une version initiale multiforme : un décret de 13 articles, pour un document de 598 pages.

. Quelle évaluation de la PPE précédente ?

Contexte, objectifs et méthodologie du débat

Les matériaux disponibles :

- . Pas de version complète de la nouvelle PPE*
- . Un dossier du maître d'ouvrage sans scénarios complets ni choix structurés*
- . Un bilan « de référence » de la LTECV établi par le CESE*
- . Des documents multiples et foisonnants*

Contexte, objectifs et méthodologie du débat

Un sujet complexe...

- . Non pas sur « l'énergie » mais sur « les énergies », des usages couvrant toutes les activités et des consommateurs particuliers et industriels*
- . Des horizons temporels multiples : PPE 2023/2028, neutralité carbone 2050, scénarios RTE 2035, plan véhicules électriques 2022*
- . Une contrainte de cohérence forte, notamment sur l'équilibre entre besoins et production dans le temps et l'espace*

Contexte, objectifs et méthodologie du débat

Dans ce contexte, les objectifs de la CPDP :

- . Essayer d'associer le grand public, au-delà des porteurs d'intérêt et des spécialistes*
- . Couvrir le territoire national pour toucher des régions et populations variées*
- . Aborder un maximum d'aspects sociaux, environnementaux, économiques, industriels, techniques...*

Contexte, objectifs et méthodologie du débat

L'élaboration du *dossier du maître d'ouvrage* :



10 réunions, dont 5 avec la DGEC

La constitution d'un *comité de la donnée*

Contexte, objectifs et méthodologie du débat

Une cinquantaine d'entretiens préalables et un séminaire préparatoire en janvier...

➔ 70 participants représentant 55 acteurs

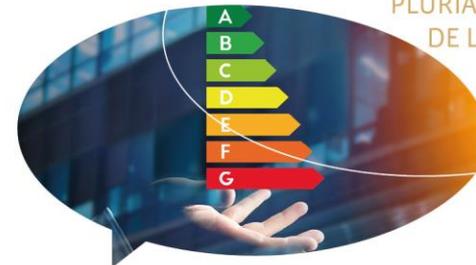
... qui ont permis d'identifier les grands enjeux du débat...

➔ *comprendre – agir – choisir – gouverner*

Contexte, objectifs et méthodologie du débat

... et de définir des modalités diversifiées :

- . *Plusieurs dizaines de rencontres territoriales*
- . *12 ateliers filmés : information et controverse*
- . *Un questionnaire grand public*
- . *Un site Internet participatif*
- . *Le G 400 Energie*



Mme Isabelle JARRY

et

M. Jean-François HELAS

Commission particulière du débat public sur la PPE

Le déroulement du débat

Le déroulement du débat

Atelier sur la précarité énergétique - Nancy - 2/6

92 rencontres
locales
coorganisées avec
de nombreux
acteurs



Le déroulement du débat

8000 participants aux rencontres,
des plus institutionnelles aux plus conviviales

Grenoble : 600 personnes
Mâcon : 400 personnes

4 débats mobiles :
Montpellier
Bordeaux
Lyon
Paris

Apéro débat dans le Lot : 12 personnes



Arcambal
St Martin d'Hères
Charleville Gravelines
Thouars
Thorigné
Redon Evry
Malaunay
Solaize Strasbourg
Rennes Arras
Le Mené
Vannes
Mirabeau Lewarde Douai
Lille
Fessenheim
Laon Angers
Dijon
Lyon Besançon
Bonneville
Clermont-Ferrand
Châteauroux Metz
Paris
Malakoff
Les Molières
Grenoble (3)
Epinal
Bordeaux (2) Issy-les-Moulineaux
Metz Nancy
Romainville Rouen
Saclay
St Gilles Croix de Vie
Gruissan Mâcon
Fos-sur-Mer
Aix-les-Bains

Le déroulement du débat

*Impacts de la transition énergétique sur l'environnement
industrialo-portuaire de Dunkerque - Gravelines 12/4*



Parmi les organisateurs :

- 21 collectivités territoriales
- 20 associations locales
- 16 parlementaires
- 7 laboratoires de recherche
- 4 syndicats d'énergie
- 3 chambres de commerce
et d'industrie
- 3 entreprises et clusters
- 2 grandes écoles
- 1 Grand Port Maritime

Le déroulement du débat

« L'énergie, un bien commun ? » - Romainville 16/5

Parmi les grands thèmes discutés :

Consommation et économies
d'énergie : 22 réunions

Energies renouvelables : 39 réunions

Gouvernance : 14 réunions

Emploi et enjeux sociaux : 17 réunions

Financement de la transition : 7 réunions

Innovation et recherche : 7 réunions



Le déroulement du débat

*Ateliers organisés avec Familles à énergie positive
Bordeaux Métropole - 17/5*



**Documents distribués pour
la bonne information du public :**

10 000 dépliants de la CPDP
10 000 synthèses
du dossier du maître d'ouvrage
7 000 synthèses de l'avis du Cése

**150 articles de
presse écrite recensés**

Le déroulement du débat

Tournage de l'atelier « L'énergie et l'opinion » - 27/3

12 ateliers d'information et de controverse :

- . L'énergie et l'opinion
- . Acceptabilité des énergies renouvelables
- . Les consommations d'électricité
- . Europe et international
- . Nucléaire et PPE
- . Solidarité : la question sociale dans la PPE
- . L'emploi
- . Prix et coût de l'énergie
- . Nouveau nucléaire
- . Hydroélectricité
- . Gaz
- . Pétrole



Le déroulement du débat

cndp Commission nationale
du débat public | Vous donner la parole
et la faire entendre.

LE DÉBAT SUR  

Débat public
**Programmation pluriannuelle de
l'énergie**
Du 19 mars 2018 au 30 juin 2018



LA PPE LE DÉBAT LES RENDEZ-VOUS DU DÉBAT ESPACES D'EXPRESSION AU FIL DU DÉBAT

ACCUEIL

Actualités



Le 13/06/2018

Bordeaux : débat approfondi sur la



Le 13/06/2018

Chaumont : une journée productive



Le 12/06/2018

Assises citoyennes de l'énergie,

La participation en ligne :

44 000 visiteurs uniques sur
le site Internet du débat.
56 % d'Ile de France,
11,6 % d'Auvergne-Rhône-Alpes,
5,3 % de PACA, 5,2 % d'Occitanie...

624 questions posées sur le site,
300 réponses apportées par le MO
et une centaine par la CPDP.

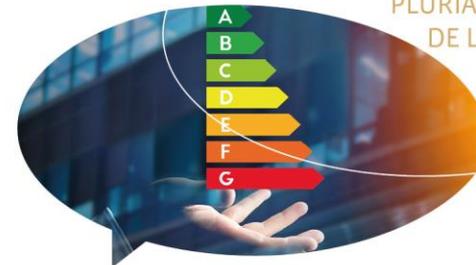
Principaux thèmes : énergies renouvelables,
nucléaire, organisation du débat public,
coûts , consommations d'énergie...

474 avis déposés sur le site
Principaux thèmes : ENR, nucléaire,
priorités de la PPE, mix énergétique...

Le déroulement du débat

111 cahiers d'acteurs

- 28 associations
- 22 acteurs économiques
- 31 associations et groupements professionnels
- 16 syndicats et collectifs de salariés
- 6 sociétés savantes et "think tank"
- 5 entités publiques (recherche ; Ademe)
- 2 partis politiques
- 1 groupement de collectivités territoriales



M. Noël de SAINT-PULGENT

M. Floran AUGAGNEUR

Commission particulière du débat public sur la PPE

Méthode questionnaire et G 400 Energie

Le questionnaire du débat

Mesurer l'avis des participants sur les 4 grands enjeux identifiés et sur les questions traitées par la PPE.

11 058 répondants au 27 juin.

Une représentation déformée de la population française :
une majorité d'hommes (71,7 %), de cadres (56,4 %), et de personnes
connaissant la PPE (52,6 %).

Un traitement numérique par un prestataire spécialisé.

Le G 400 ENERGIE

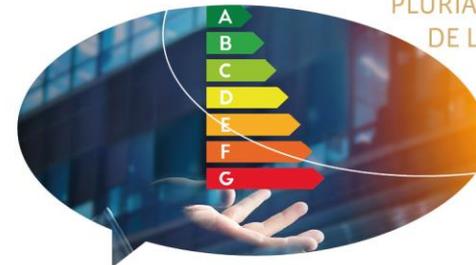


400 habitants tirés au sort sur liste téléphonique par une société spécialisée. 35 000 appels.

Ils viennent de toutes les régions de France.

Informés par des fiches thématiques et le point de vue de grands acteurs.

Réunis à l'Assemblée Nationale le 9 juin pour échanger et répondre au questionnaire du débat.



Mme Moveda ABBED

Commission particulière du débat public sur la PPE

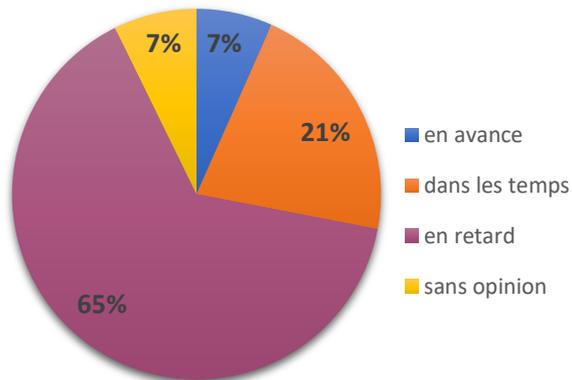
Résultats questionnaire et G 400 Energie

OBSERVATION GENERALE

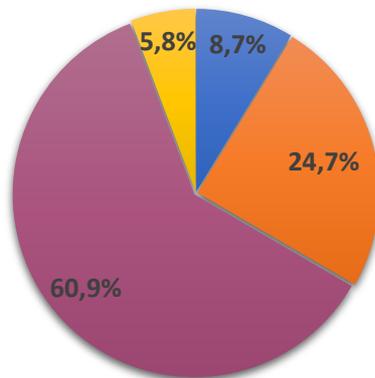
Entre un questionnaire en « libre-service » et une population qui s'est portée volontaire après avoir été tirée au sort, les réponses sont sensiblement différentes.

1. Au regard des objectifs de la loi de transition énergétique, estimez-vous que la France est plutôt :

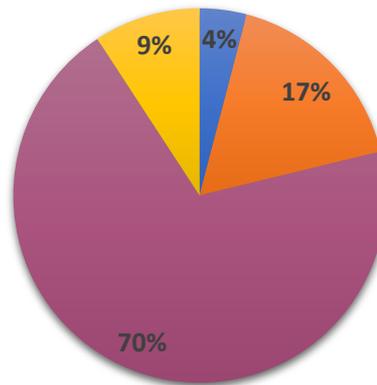
Total questionnaire



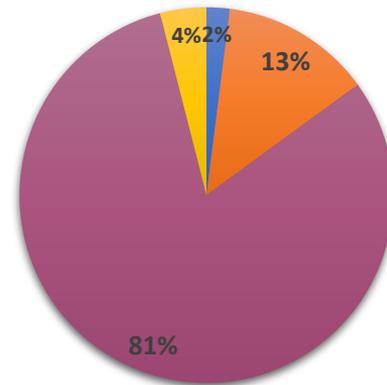
Connaissaient PPE



Ne connaissaient pas PPE

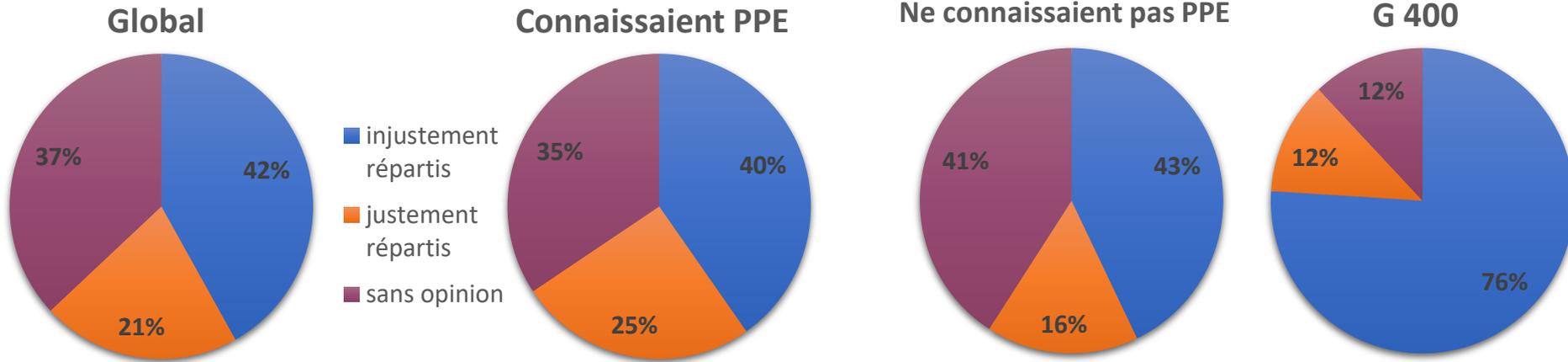


G400



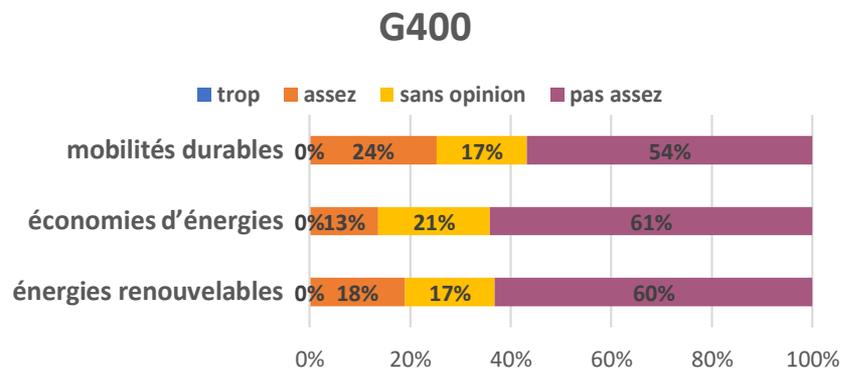
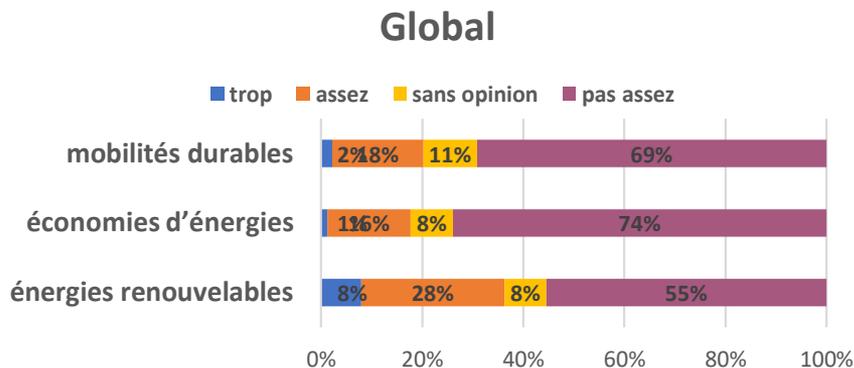
Toutes les catégories de participants estiment que la France est plutôt en retard.

2. A votre avis, les efforts demandés aux habitants en matière de transition énergétique sont-ils socialement :



Toutes les catégories de participants estiment que les efforts demandés aux habitants en matière de transition énergétique sont socialement injustement répartis.

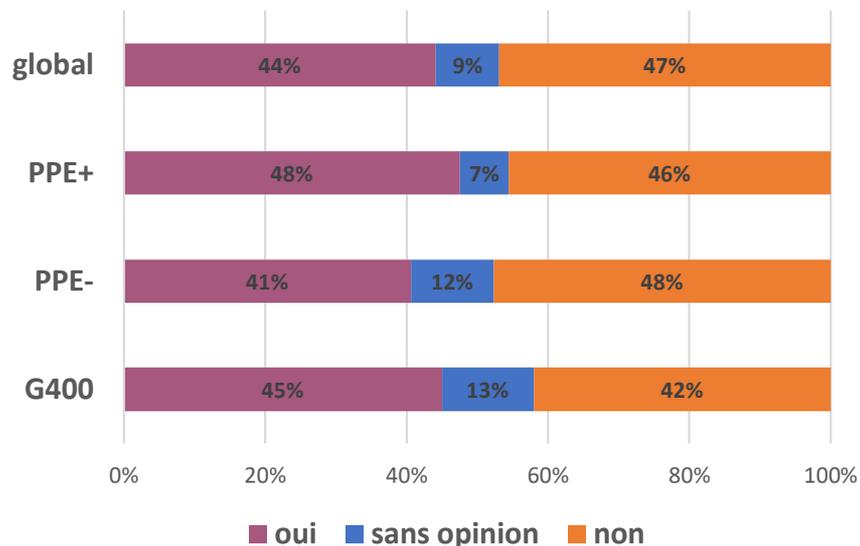
3. À votre avis, par rapport aux autres régions, pensez-vous que la vôtre en fait :



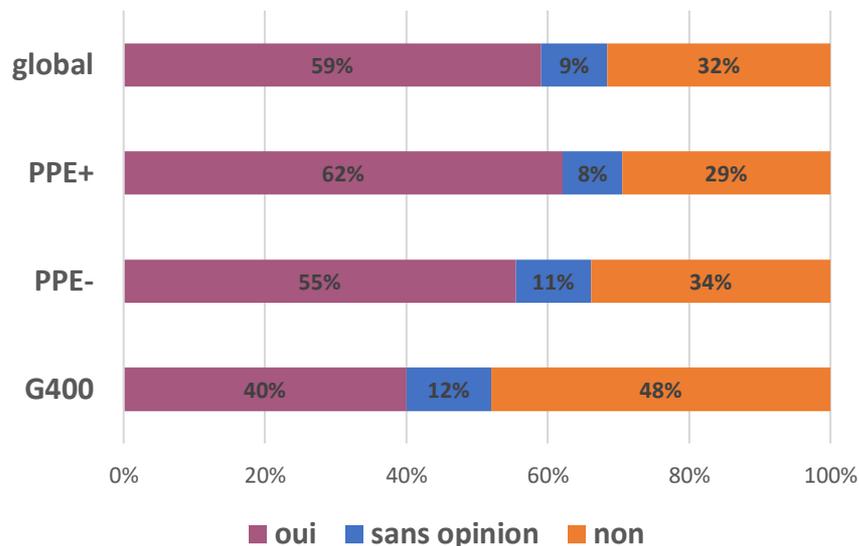
Toutes les catégories de participants estiment que leur région n'en fait pas assez par rapport aux autres régions dans les 3 domaines

4. Par rapport à la perspective d'avoir 15,6 millions de véhicules électriques (la moitié du parc de véhicules particuliers) en 2035, diriez-vous que c'est :

c'est possible

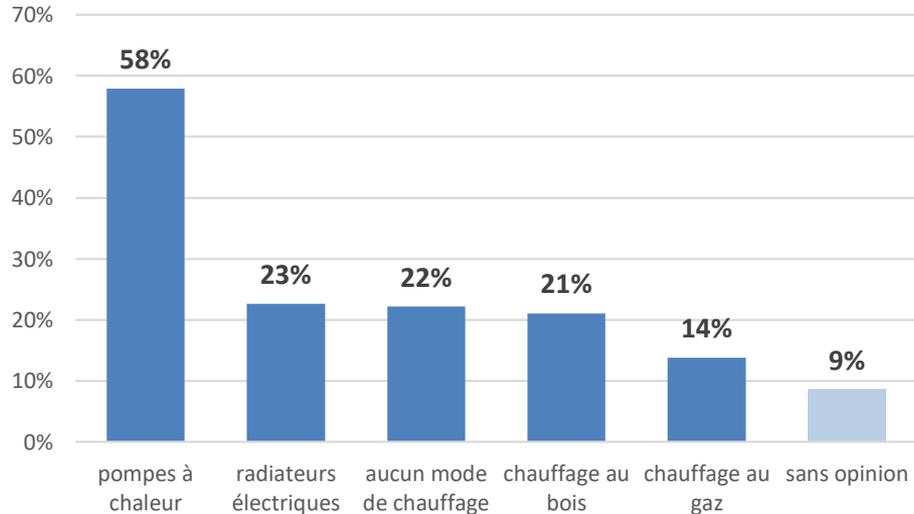


c'est souhaitable



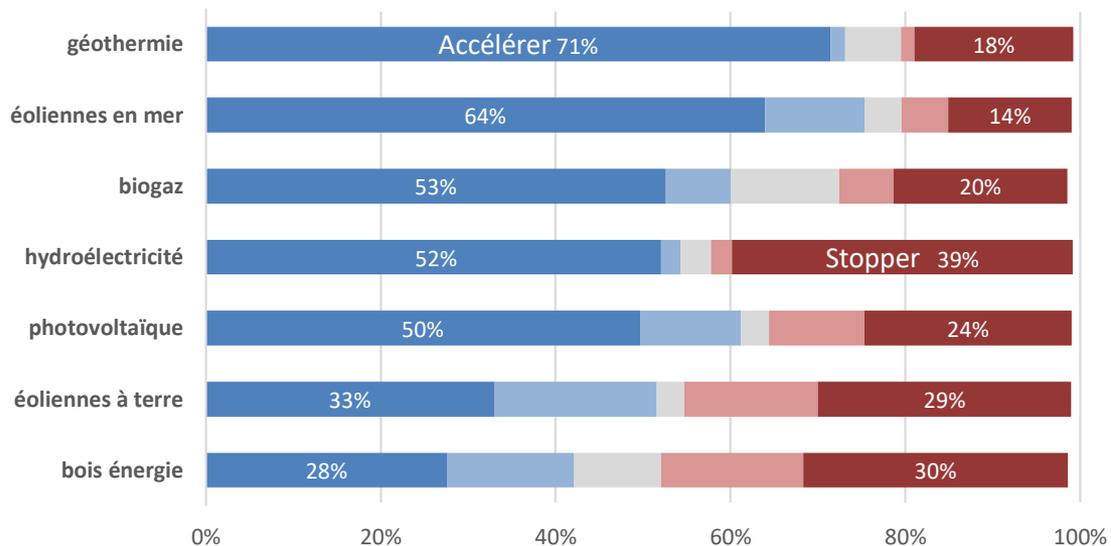
Une majorité de répondants au questionnaire estiment que c'est souhaitable. Le G400 est plus réservé. Les participants sont partagés sur la possibilité d'y parvenir.

5. À votre avis, la réglementation des bâtiments doit-elle favoriser un type de chauffage ? (deux choix possibles)



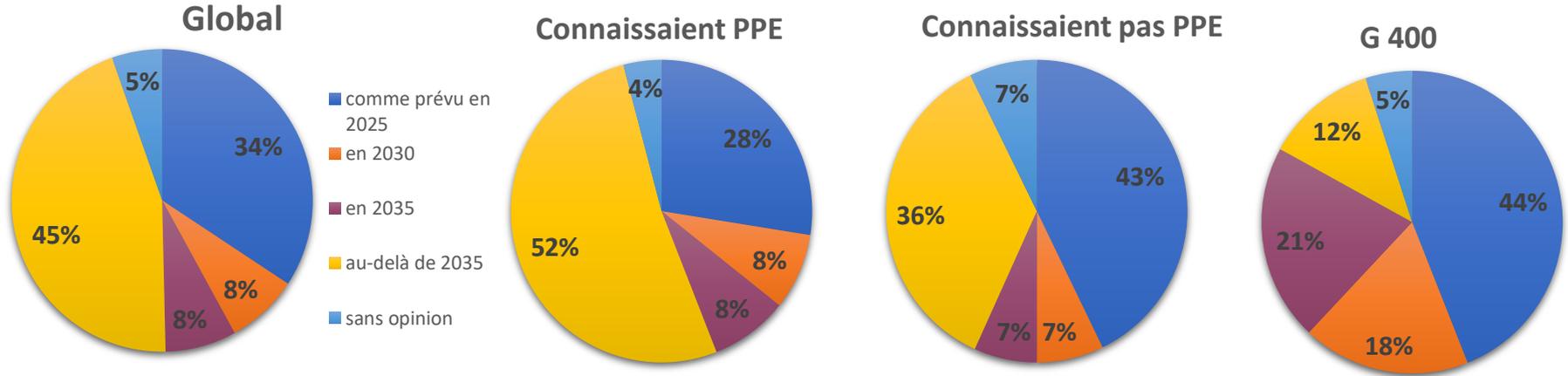
A l'exception de la pompe à chaleur, aucun mode de chauffage n'emporte une majorité de suffrages. Le G 400 confirme ce choix mais critique particulièrement les radiateurs électriques.

6. S'agissant des efforts à engager pour chacune des énergies renouvelables suivantes, faut-il à votre avis :



Les répondants pensent qu'il faut accélérer les efforts pour la géothermie, les éoliennes en mer, le biogaz, le photovoltaïque. L'hydroélectricité est clivante et les éoliennes à terre sont discutés.

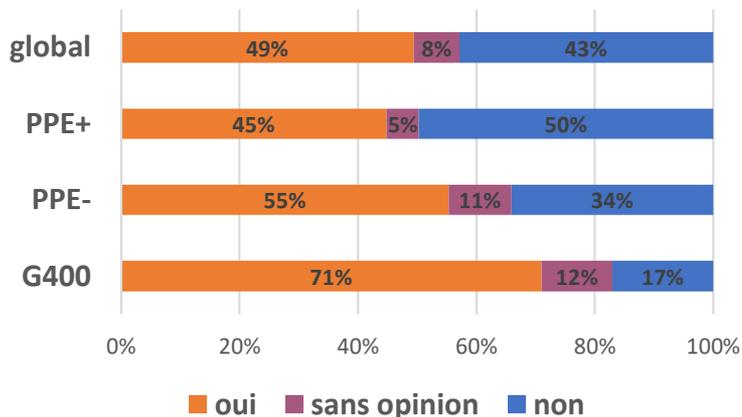
7. À votre avis, faut-il fixer l'objectif de réduction de la part du nucléaire à 50 % de la production d'électricité :



Ceux qui connaissaient la PPE proposent plutôt de reporter de 10 ans l'objectif. Ceux qui ne connaissaient pas la PPE et les participants au G 400 pensent soit qu'il faut maintenir l'objectif en 2025, soit ne le différer qu'en 2030.

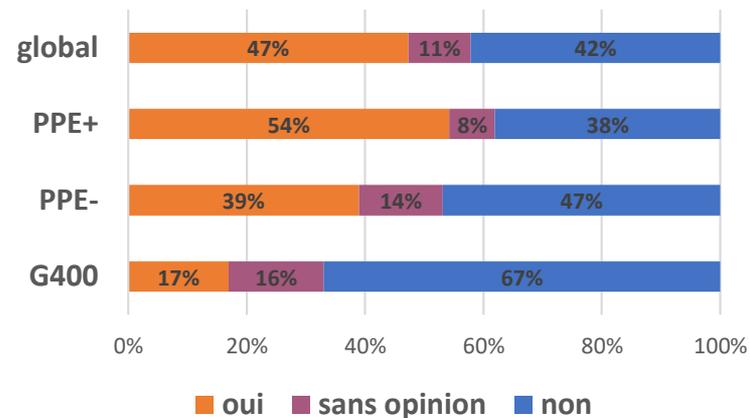
8. À votre avis, faut-il décider avant 2028 :

... de la fermeture d'autres centrales que Fessenheim

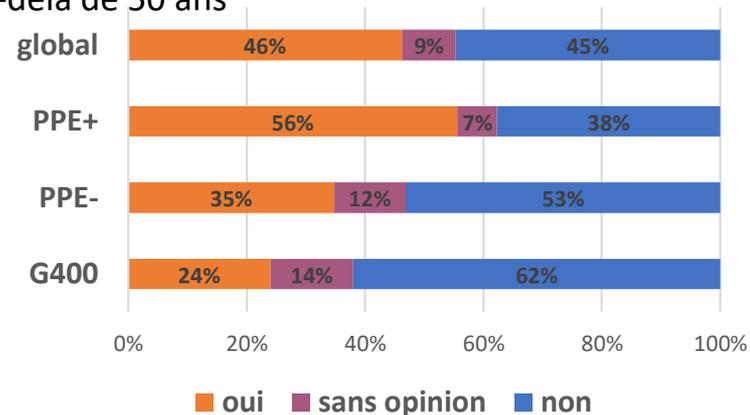


Ceux qui connaissaient la PPE sont contre les fermetures, favorables à de nouveaux EPR et au prolongement des réacteurs. Ceux qui ne connaissaient pas la PPE et le G 400 sont hostiles à ces trois propositions.

... de l'ouverture de nouveaux EPR

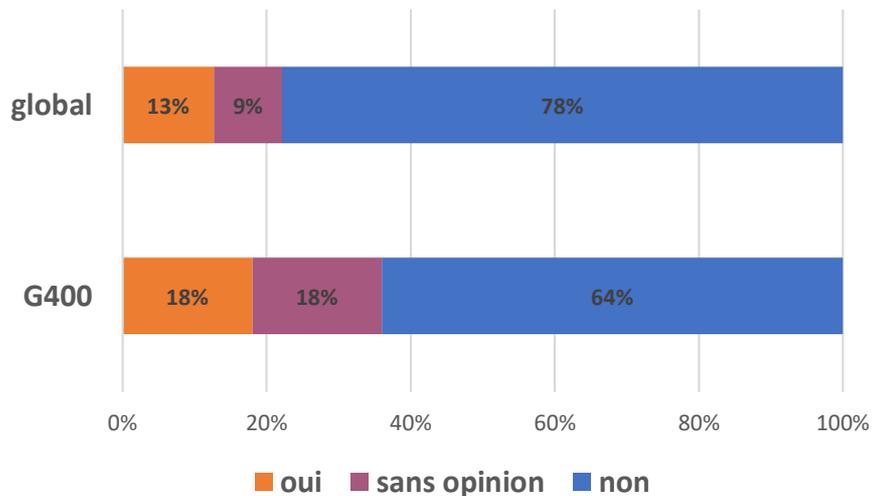


... du prolongement de très nombreux réacteurs au-delà de 50 ans

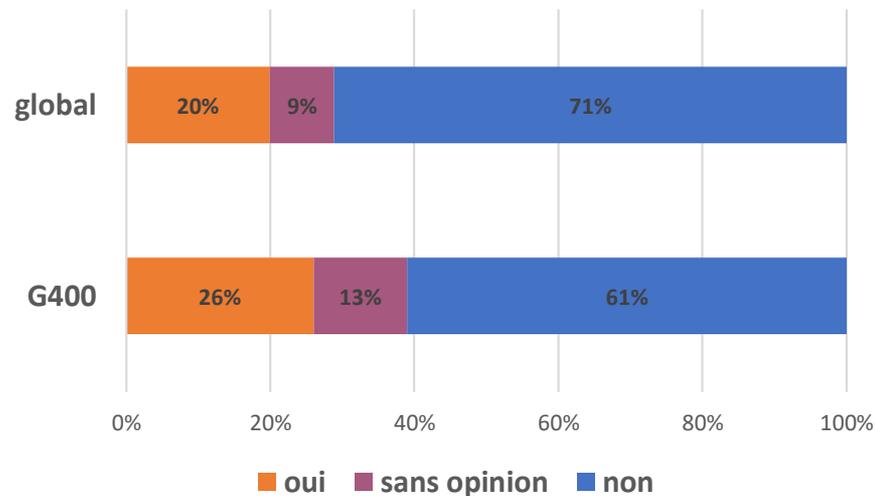


9. À votre avis, les politiques énergétiques de l'État sont-elles :

... cohérentes



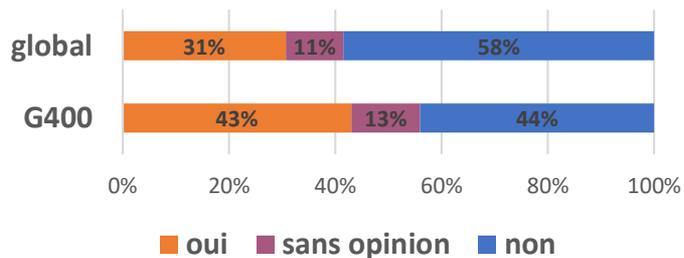
... compréhensibles



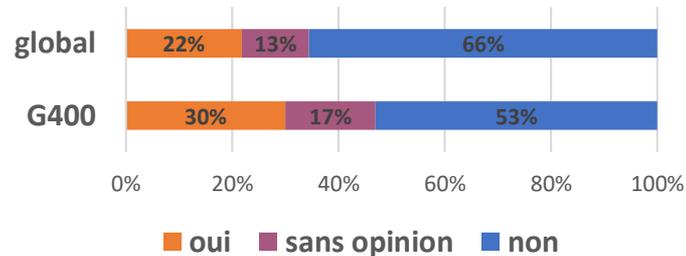
**Les politiques énergétiques sont jugées ni cohérentes
ni compréhensibles par l'ensemble des catégories**

10. À votre avis, l'accélération de la concurrence dans le secteur de l'énergie a-t-elle un effet positif sur :

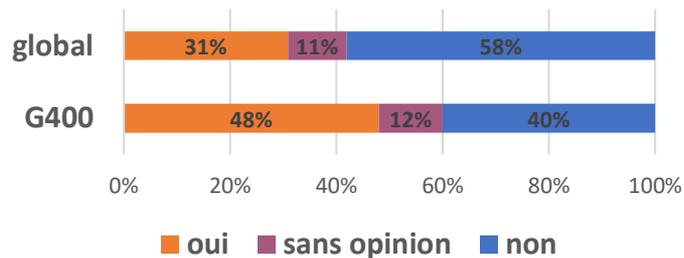
... la transition énergétique



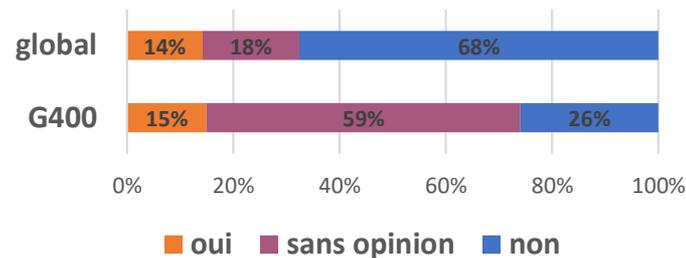
... la qualité du service



... le niveau des prix

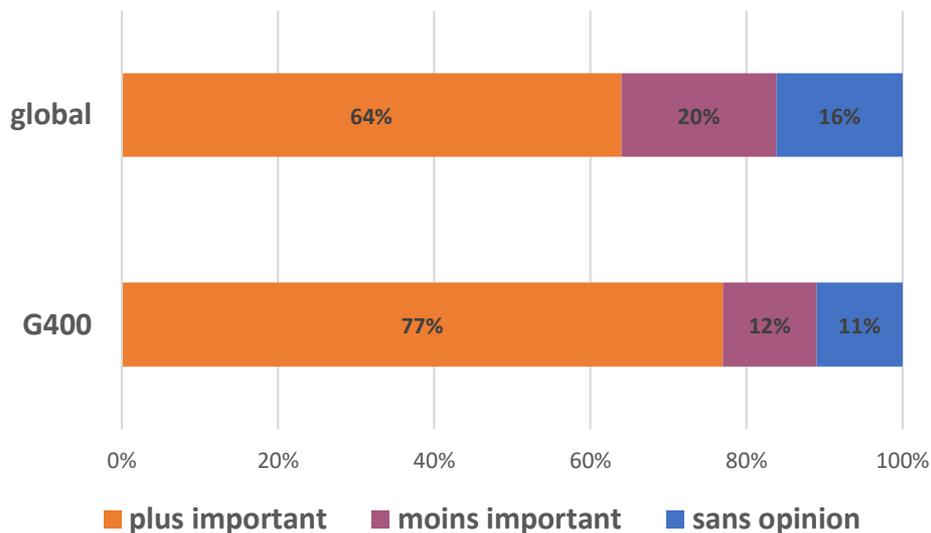


... l'égalité entre les consommateurs usagers



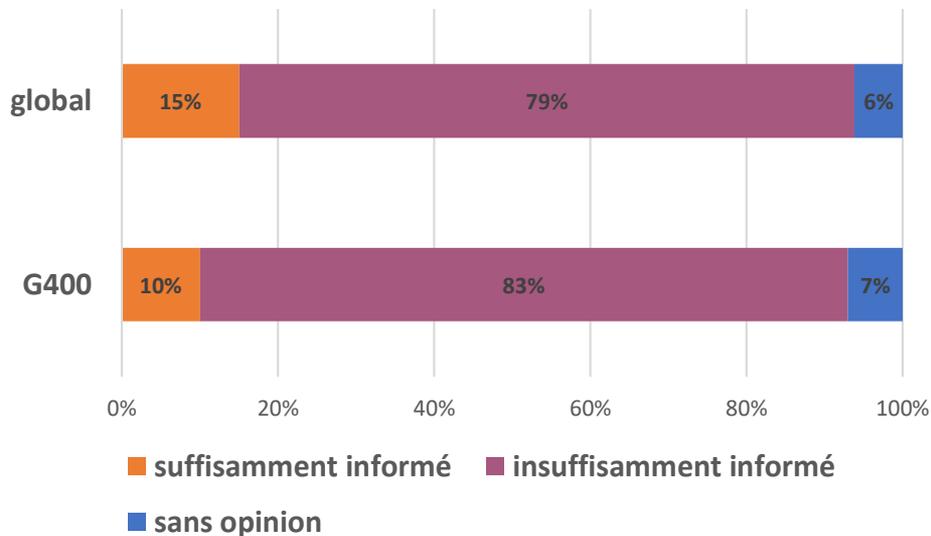
Les répondants au questionnaire estiment que l'accélération de la concurrence dans le secteur de l'énergie n'a pas d'effets positifs. Le G 400 est plus partagé.

11. À votre avis, dans la conduite des politiques énergétiques, les régions et les collectivités territoriales devraient avoir un poids :

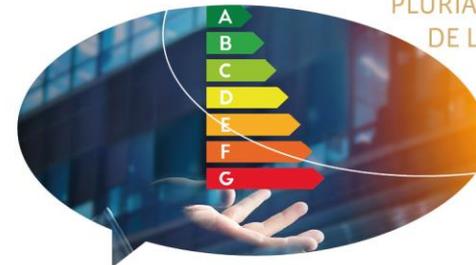


L'ensemble des participants pensent que les régions et les collectivités territoriales devraient avoir un poids plus important.

12. A votre avis, le consommateur usager qui veut agir en faveur de la transition énergétique est-il :



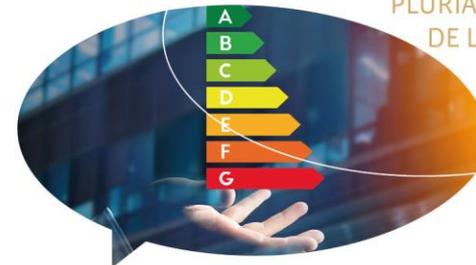
L'ensemble des participants pensent que le consommateur usager est insuffisamment informé.



M. Jacques ARCHIMBAUD

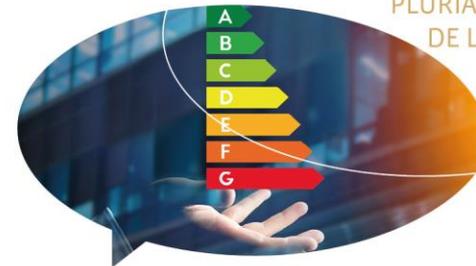
Président de la commission particulière du débat public sur la PPE

Premières observations



M. Nicolas HULOT

Ministre d'Etat, Ministre de la transition écologique et solidaire



Remerciements